

GUYANE, 21 juillet 2016

Motion du Collectif Citoyen contre l'Insécurité

La Guyane en état de guerre

Chaque jour, des individus, sans foi ni loi, agressent femmes, enfants, personnes âgées, chefs d'entreprises, personnes handicapées partout, dans les rues, au marché, à proximité des établissements scolaires, dans les bus, dans les lieux de culte et à leurs domiciles.

Des bandes organisées et armées agressent des cyclomoteurs, des piétons et des automobilistes, n'hésitant pas à commettre le pire quand, par malheur, on leur oppose la moindre résistance.

Il y a quelques jours, un meurtre cynique et crapuleux a été à nouveau commis de sang froid au domicile d'un commerçant. Un de plus, nous disons que c'en est TROP. **Un mort en Guyane (250.000 hab) correspond à 240 morts en France métropolitaine (60.000.000 hab). Ce chiffre serait-il accepté ? A coup sûr, il provoquerait des réactions immédiates des services étatiques.**

C'est dire si, en l'état actuel, les mesures prises par les pouvoirs publics pour assurer la sécurité des personnes et des biens en Guyane sont notoirement insuffisantes.

La Guyane, en vérité, est confrontée plus que jamais à une violence de type sud-américain qui la plonge dans un état de guerre.

Depuis le début de l'année, on enregistre près de 4 agressions par jour et ce chiffre a toutes les chances d'être en deçà de la réalité tant sont nombreuses les personnes qui n'osent plus porter plainte. Et pour cause. Les procédures sont lentes et les résultats rarement satisfaisants.

Ainsi victimes et agresseurs se croisent régulièrement dans les rues.

Cette situation devient insoutenable tant elle crée un climat délétère et dans la population, un sentiment de panique, de peur et d'angoisse.

Cette situation pénalise très fortement une situation économique et financière aujourd'hui sinistrée.

Tous les secteurs d'activité rencontrent de très graves difficultés, illustrées par le décrochage du PIB guyanais par rapport au PIB national (62% en 1993, 49% en 2012), avec un niveau de richesse par habitant qui était inférieur au PIB hexagonal de 51 % pour la Guyane (*source INSEE*).

La situation économique des entreprises de Guyane, dans tous les secteurs d'activité, est en effet extrêmement difficile. Le secteur du BTP, en particulier, souffre du retard dramatique des délais de paiements par des collectivités locales exsangues, elles mêmes confrontées à une crise financière sans précédent. Cette situation est également vraie pour les hôpitaux publics et une grande majorité des collectivités locales, y compris la nouvelle Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), qui est confrontée à de graves difficultés sur le plan financier cinq mois après son élection.

C'est donc une véritable entreprise de sécurisation du territoire dont a besoin la Guyane, sauf à aggraver encore toutes les impasses et tous les problèmes que nous vivons au quotidien.

Le défi est considérable et il est de la responsabilité des pouvoirs publics de poser une fois pour toutes cet enjeu comme primordial pour le territoire de la Guyane.

Il s'agit de missions régaliennes, qui relèvent donc de la responsabilité de l'Etat.

Le Collectif Citoyen contre l'insécurité exige de l'Etat qu'il assure parfaitement ses missions régaliennes et des pouvoirs publics des réponses urgentes au rétablissement de l'ordre et de la sécurité sur l'ensemble du territoire.

- Construction urgente d'un nouveau commissariat,
- Mise en place de l'ilotage sur le territoire des Villes de la Guyane,
- Construction d'une nouvelle prison,
- Augmentation du personnel de justice (juges d'instruction, etc.),

- Augmentation des effectifs de Police et de Gendarmerie,
- Meilleure organisation des services de Police et de Gendarmerie,
- Peines plus sévères à l'encontre des voyous qui contreviennent impunément à la Loi,
- Meilleure régulation de l'immigration,
- Etude par les services de l'Etat d'installation de nouvelles zones de contrôle « efficaces » sur le territoire (barrages),
- Service militaire obligatoire pour la Guyane.

Cette liste, dont les propositions ne sont évidemment pas exhaustives, mérite d'être étudiée par vos services avec le plus grand soin, tant les réponses qu'elle appelle sont à la fois URGENTES et de nature à éviter le pire.

Face à cette situation INTOLERABLE, le Collectif Citoyen contre l'insécurité exige de l'Etat des REPONSES et des MESURES URGENTES.

Faute de réponses adéquates d'ici le mois de septembre pour endiguer très rapidement ce phénomène qui touche de plus en plus de citoyens dans leur vie de tous les jours, le Collectif Citoyen contre l'insécurité prendra toutes initiatives pour se faire entendre.

FANM DIBOUT – CCIRG - UCIC – UGTR – CGPME
MEDEF – FEDOMG
TROP VIOLANS – CITOYENS, CITOYENNES DE GUYANE
LES FRERES DE LA CRIQUE – FA KIAO KON SO
DES CITOYENS ADHERENTS A LA DEMARCHE